ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Des sit-in à l'ordre du jour

«On ira jusqu'au bout, quitte à perdre sa vie, parce qu'il s'agit d'une juste cause !» C'est, allongée à même le sol, que Wahiba, une des enseignants grévistes, nous lancera cette phrase. Une phrase qui exprime la détermination et le désarroi des enseignants contractuels affiliés au Snapap.

Hier au siège du Snapap, et à leur sixième jour de grève, la fatigue apparaît sur les visages des grévistes. Leurs forces s'épuisent et semblent les abandonner progressivement.

Regroupés dans deux salles, les grévistes venus d'Alger, Blida, Boumerdès et Annaba, sont affaiblis. Ils mettent leur santé, voire leur vie en danger, pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Des revendication «légitimes» qui se résument en : l'intégration des contractuels dans leurs fonctions, la réintégration des enseignants révoqués abusivement, la titularisation des enseignants contractuels après une année de travail, le paiement des arriérés de salaires et le rétablissement de la prime annuelle.

«Nous manifestons notre désarroi de la manière la plus pacifique qui soit», renchérit Wahiba.

Et d'ajouter «mais si l'un de nous devait y laisser la vie, à ce moment là , c'est au ministre que sera imputée la responsabilité». Selon la secrétaire générale du Snapap, Mme Ghozlène, en guise de soutien aux grévistes, «plusieurs sit-in sont programmés par les enseignants contractuels à travers plusieurs wilayas».

Le premier rassemblement devait avoir lieu hier à Guelma. La ville d'Oran à son tour, verra rassemblés, aujourd'hui, plusieurs enseignants devant la Direction de l'éducation.

Cette grève met aussi en lumière les soutiens dont sont susceptibles de bénéficier les enseignants grévistes.

En effet, plusieurs messages de soutien sont parvenus au siège du Snapap. «Nous avons reçu plusieurs marques de soutien de la part des syndicats autonomes. Egalement, celles de différentes organisations étrangères» nous explique Mme Ghozlène.

Le Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers-monde, Soli-Fonds (Suisse), a exprimé sa solidarité avec les grèvistes et soutient leurs demandes «alors que les autorités responsables n'en tiennent pas compte. «Nous comprenons le refus de la précarité», et nous mesurons la gravité de l'action», peut-on lire dans un communiqué de la Fédération des travailleurs de l'éducation, affiliée à la Confédération nationale du travail (CNT, France).

Ces derniers exigent du gouvernement algérien d'entendre «au plus vite» les justes revendications des enseignants protestataires. Face à tous ces arguments, il y a 22 personnes qui se sacrifient, sans qu'un responsable daigne bouger le petit doigt. Mais leur nombre se verra à la hausse, puisque plusieurs autres enseignants des autres wilayas, devaient rejoindre les grévistes.

Ce que ces enseignants contractuels dénoncent, est le fait que, contrairement aux autres types de grève, une grève de la faim «ça n'embête personne» au pouvoir . En tout cas, les grévistes ne sont plus contraints d'accepter des propositions des pouvoirs publics bien inférieures à celles qui étaient recherchées.

Wassila Zegtitouche

Rectificatif

Dans notre article intitulé «Un fellah, ancien moudjahid, assassiné» paru dans notre édition du 19 juillet 2008, une erreur sur le nom de la victime s'est glissée. Il s'agit de Bouzad Mouloud.

Mille excuses à la famille.

CYBERCRIMINALITÉ, TRANSFERT ÉLECTRONIQUE DE FONDS, SIGNATURE ÉLECTRONIQUE...

Dix groupes de travail mis sur pied au Centre de recherche judiciaire et juridique

Le centre de presse du quotidien* El Moudjahid *a reçu, hier, le directeur du Centre de recherche judiciaire et juridique, Abdesslam Dib. Ce nouveau centre, mis en place dans le cadre de la réforme de la justice en 2006, relève du ministère de la Justice. Il a été installé officiellement en janvier 2008. Durant les six premiers mois d'activité, une dizaine de groupes de recherche constitués de magistrats chercheurs ont été mis sur pied.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Actuellement, ces groupes de recherche se penchent sur différents thèmes liés directement au domaine de la justice. Il s'agit notamment, selon Abdesslam Dib, de cybercriminalité, de transfert électronique de fonds, d'exploitation des preuves scientifiques, de signature électronique, de l'assistance juridique, d'exécution des peines ainsi que de coopération judiciaire pour la prise en charge des nouveaux crimes. «La mission principale du centre consiste à engager une réflexion sur l'application du droit existant et de proposer des améliorations aux textes et lois», souligne l'invité du centre de presse.

En effet, la nouvelle structure de recherche judiciaire et juridique se veut un espace de propositions pour accompagner l'effort de l'Etat dans sa stratégie de réforme de la justice engagée en 1999.

Quant au retard dans le lancement officiel du centre, deux ans entre sa création et son lancement officiel, Abdesslam Dib le justifiera par des difficultés d'ordre matériel en soulignant l'existence «de compétences nationales capables de mener des recherches dans le domaine judiciaire et juridique». Présentement, le Centre de recherche judiciaire et juridique jouit du statut d'EPA (Etablissement public à caractère administratif). Son fonctionnement dépend en grande partie du budget de l'Etat.

Cette nouvelle structure siège au niveau de l'ancien tribunal de Chéraga. «Un projet pour la construction d'un nouveau siège à Bordj-El-Kiffan a été inscrit», indique Abdesslam Dib.

«L'objectif final de la stratégie nationale de réforme de la justice étant la mise en conformité du système judiciaire algérien avec les standards internationaux, notamment par la garantie d'un procès équitable aussi bien en matière pénale que civile», notera le directeur du Centre de recherche judiciaire et juridique.

Et un procès équitable suppose, de l'avis d'Abdesslam Dib, des conditions et des moyens de travail corrects pour les magistrats.

L. M.

À PROPOS DU NOUVEAU DÉCOUPAGE :

M'chedallah, la laissée-pour-compte

Aucun projet n'a été planifié ni implanté depuis 1974. Les habitants de cette région, qui compte presque la moitié de la population de la wilaya, assistent impuissants à cette marginalisation qui ne dit pas son nom.

Par Yazid Yahiaoui

Depuis sa promotion en wilaya, Bouira a vécu plusieurs périodes marquées par des politiques diverses de développement timides certes, mais qui ont profité quand même à certaines régions, notamment les principales agglomérations que sont Bouira comme chef-lieu, mais aussi et surtout Sour-El-Ghozlane qui a réussi à arracher deux des plus grands projets économiques de la wilaya, à savoir la cimenterie ERCC et l'usine des détergents l'Enad dont même le siège social du groupe y est implanté, Lakhdaria avec l'Enap (ex-Snic) ainsi qu'une filiale de l'Enad et enfin Aïn Bessem avec l'Orac et l'Eriad entre autres. Dans cette distribution de rentes et de quotas, la région est de la wilaya, depuis El-Esnam jusqu'à Takerboust en passant par Haïzer et M'chedallah, est apparue comme étant le parent pauvre de cette wilaya.

Aucun projet n'a été planifié ni implanté depuis 1974. Les habitants de cette région, qui compte presque la moitié de la population de la wilaya, assistent impuissant à cette marginalisation qui ne dit pas son nom. Le fait est que les pouvoirs publics faisaient payer à cette région ses positions vis-à-vis du pouvoir central et ses multiples manifestations populaires hostiles au pouvoir qui ont commencé, il faut le dire, depuis les années 1980 avec le Printemps amazigh. De fait, le divorce entre cette région et l'Etat central était presque consommé.

Au début des années 1990, cette politique d'exclusion commençait à être abandonnée à la faveur du multipartisme mais les pouvoirs publics, tordus qu'ils étaient, n'avaient jamais pensé à élaborer un plan qui pouvait rattraper le retard accusé par cette région par rapport au reste de la wilaya. Puis vint le Printemps-noir avec son lot de frustrations traduites par des émeutes où des jeunes et des moins jeunes se donnaient à cœur joie en détruisant tout ce qui symbolisait l'Etat en allant jusqu'à incendier les édifices publics comme la mairie d'El-Esnam.

En 2003, lorsque le président Bouteflika avait parlé d'un plan spécial pour la Kabylie avec une enveloppe conséquente de 2200 milliards de centimes pour que Tizi-Ouzou, Béjaïa et Bouira, pussent être remises à niveau par rapport aux autres wilayas du pays, tout le monde croyait que le temps des déséquilibres régionaux allait enfin être stoppé. Que nenni ! Ayant bénéficié d'une enveloppe financière de 550 milliards de centimes, le wali de l'époque, qui devait logiquement les dépenser au profit des 15 communes touchées par les événements, a plutôt opté pour l'équilibre en les distribuant aux 45 communes de la wilaya. En d'autres termes, les communes comme Souk-El-Khemis ou Guerrouma qui avaient des plans de développement en marche pendant toute la période des événements de Kabylie avaient bénéficié de leur quota au même titre que Bechloul El-Esnam ou M'chedallah qui ont été bloquées pendant plus de trois ans en ne disposant pas même d'Assemblée élues car les élections n'avaient tout simplement pas eu lieu.

De fait, la frustration et les causes pour lesquelles les événements du Printemps noir ont eu lieu, avec la mise en quarantaine par la population de tout ce qui incarnait l'Etat (gendarmes, wali, ministres, etc.) demeuraient entières.

Les choses sont restées en l'état et le pouvoir central avait, plutôt que de prendre en main le problème, opté pour la politique du pourrissement. Cela même si sur le terrain, il paraissait soucieux de la résorption du problème de la Kabylie en encourageant le dialogue entamé avec une partie des arouch. Aujourd'hui, malheureusement, le temps a donné raison à tous ceux qui doutaient de la sincérité du pouvoir qui s'est avéré plus soucieux de son devenir que de celui de toute la région de Kabylie. Une région livrée à la mafia et aux terroristes. Comme pour… faire payer à cette Kabylie «fière et éternelle» son audace et son esprit rebelle.

Et les années passaient et les décideurs, à leur tête le président de la République, continuaient à tourner le dos à la Kabylie.

Annoncé plusieurs fois dans la région, le président Bouteflika, qui a visité à maintes reprises d'autres wilayas du pays, a superbement rejeté la Kabylie. Aucun plan conséquent n'est venu soulager ni sauver la région de la déliquescence dans laquelle elle a sombré. Aujourd'hui, tant à Tizi-Ouzou qu'à Béjaïa et Bouira, (pour cette dernière, la région est est la plus touchée), le chômage et la criminalité ont atteint des proportions inimaginables alors que les suicides sont devenus quotidiens, et le terrorisme en a fait un terreau.

Récemment, juste après les élections locales, l'actuel président de l'APW de Bouira, Gaci Abdelkader, avait ingénieusement diagnostiqué ce problème en préconisant comme solution la mise à niveau des régions avec des plans de développement plus conséquents pour la région est de la wilaya qui a le plus souffert.

Dans cette philosophie, le ministre de l'Intérieur a émis le vœu de hisser les grandes daïras de certaines wilayas en super-daïras en installant à leur tête des walis-délégués. Ces daïras devront bénéficier de budgets spéciaux assez conséquents pour pouvoir prétendre à toutes les directions et autres infrastructures de base tant administratives que financières et économiques afin de pouvoir répondre, même si elles ne sont pas promues wilayas, aux besoins des citoyens en encourageant la décentralisation.

Les habitants de la région est de la wilaya de Bouira attendaient avec impatience cette nouvelle reconfiguration en étant sûrs que M'chedallah serait parmi ces daïras choisies. Là encore, c'est la nouvelle désillusion. La population de cette région qui est de plus de 160 000 habitants si l'on compte toutes les communes limitrophes qui continuent à se rendre vers la daïra de M'chedallah depuis El-Adjiba jusqu'à Tazmalt en passant par Ath-Sidi Brahim à Bordj-Bou-Arréridj et Boudjellil à Béjaïa, viennent d'apprendre officieusement que les principales daïras de la wilaya de Bouira, à savoir Sour-El-Ghozlane, Lakhdaria et Aïn Bessem, seront promues mais point de M'chedallah.

Cette région, appelée jadis la commune mixte de Maillot et qui s'étendait territorialement depuis El-Esnam et Ahl-Ksar jusqu'à Tazmalt en passant par Takerboust, vient, encore une fois, d'être omise par les services de Zerhouni.

Aussi, le P/APW, qui a promis aux citoyens de faire tout pour rattraper le retard dans cette région, les députés Ali Brahimi du RCD et Kara-Mohamed Seghir du FLN, les sénateurs Bouguerra Abdelkader du FLN et Bouha Mohamed du RND devront interpeller avec insistance le ministre Zerhouni sur cette injustice qui frappe toute la région est de Bouira. Une région qui compte, en termes de sacrifices durant la guerre de Libération nationale, plus de 1 000 martyrs. A moins que ce critère…

Y. Y.